

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 242. — 29 MAI 1965

JE REVIENS D'ANGOLA

par

Robert

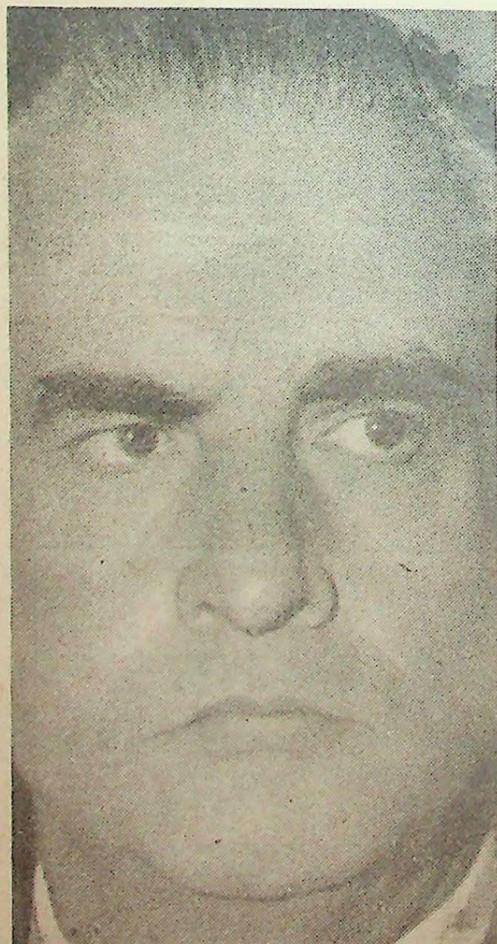
DAVEZIES

*“Comment la
lutte armée
a développé
la conscience
politique des
opprimés”*

(pages 6 et 7)



(Photo Tribune.)



(Photo Agip.)

FOUCHET : Il voudrait
attacher son nom à une réforme

(page 4)

BELGIQUE : La coalition
centriste s'effondre

(page 4)

COURRIER DES LECTEURS

La crise de la J. E. C.

Il a été publié dans « T. S. » un article de B. Sibire intitulé : « J.E.C. : coup de barre à droite ». Cet article que je considère comme contestable s'appuyait sur deux arguments : d'une part, la crise de la J.E.C. serait le fait d'un bureau national coupé de sa base ; d'autre part, les prises de positions politiques d'un mouvement d'Eglise sont de nature à fausser le problème des rapports spirituel-temporel sur lequel est confrontée l'Eglise.

1°) Il semble normal et même vital qu'une équipe nationale soit en avance sur le reste du mouvement. Mais cette avance n'a pas été abstraite et théorique, elle a été nourrie des expériences des jécistes et du milieu scolaire, ainsi que celles d'autres mouvements (J.C., Francas, Alliance, etc.). D'autre part, l'équipe nationale s'est appuyée sur les expériences de fédérations arrivées à une même conception du mouvement (Ouest, Est et quelques-unes du Sud-Ouest). Enfin, il faut remarquer que la majorité des fédérations ne disposait pas de branche universitaire et que l'influence des aumôniers sur des responsables de 16 à 18 ans est primordiale. Par contre de nombreux responsables universitaires ayant fait la démarche étaient contraints de suivre l'équipe nationale dans sa démission.

2°) Derrière notre « théorie de la découverte de la politique », c'est toute une recherche et quelques

points d'appui sur une nouvelle conception des rapports de l'Eglise et du monde qui est en jeu. La difficulté est ici plus grande puisque nous nous adressons à des jeunes.

A ce niveau, deux conceptions du mouvement sont en présence :

— Organiser pour les jeunes des sections éducatives, en leur faisant connaître leurs petits camarades dans un « esprit fraternel » pour parler du « Petit Jésus ». Il est inutile d'insister sur cette conception traditionnelle ;

— Prendre au sérieux le monde, en travaillant à sa construction ; ce qui signifie pour nous : faire réussir l'école. C'est ce qui nous a amenés à faire « l'option démocratique », à dénoncer le plan Fouchet, et travailler avec les autres mouvements de jeunes chrétiens et non chrétiens. En d'autres termes, notre présence dans le monde n'est pas l'occasion de parler de Dieu, mais de travailler à sa réussite pour la construction d'un monde plus humain.

Au niveau d'un mouvement de jeunes, il est évident qu'il faut tenir compte particulièrement de l'élément éducation face à l'enseignement de classe ; c'est-à-dire forger une conscience politique d'homme responsable. En effet, on ne peut pas demander à un jeune de s'engager personnellement et de réfléchir ensuite dans le mouvement. Les deux demandes sont inséparables.

Enin, en milieu scolaire, la J.E.C.

est le seul mouvement réellement implanté. Elle a donc à jouer un rôle important. Va-t-elle constater des maux sans s'attaquer aux causes parce qu'elles sont politiques ?

Tels sont certains des problèmes que nous avons soulevés. Nous ne pensons pas que la reprise en main du mouvement par la hiérarchie (par des méthodes dont la presse n'a révélé que peu de chose !) nous condamne. Dans quelques semaines, si ce n'est quelques jours, une crise très grave va probablement éclater entre l'action catholique rurale et la hiérarchie. En ce qui concerne le milieu étudiant, le faisceau des espoirs que nous y avons suscités nous conduisent à lancer sur de nombreux étudiants chrétiens engagés, mais jusqu'alors marginaux, un nouveau mouvement : la Jeunesse Universitaire Chrétienne. Il y a peu de jours, une première session d'étude a réuni à Paris, à ce sujet, quarante étudiants : responsables syndicaux, politiques et démisionnaires de la J.E.C. Des sessions similaires auront lieu ailleurs. Ce mouvement, s'il ne sera pas « mandaté » par la hiérarchie, sera dans l'Eglise, sans pour cela être entravé dans ses options. Tout en évitant d'être le parti des chrétiens de gau-

che, il tendra à constituer dans l'Eglise un mouvement qui aura une double mission d'éducation et de témoignage vis-à-vis de l'Eglise et du milieu étudiant.

Pierre Raeven.

REUNIONS ET MEETINGS DU P.S.U.

Vendredi 28 Mai, ST-QUENTIN avec GILLES MARTINET

Samedi 12 Juin, CHATEAU-THIERRY avec HARRIS PUISAIS

Harris PUISAIS, Directeur de « Tribune Socialiste » parlera de l'Amérique Latine - Cuba Saint-Domingue...

Vendredi 28 Mai : TOULOUSE
Mercredi 2 Juin : ANGERS
(Salle de la Mutualité, 21 heures.)

BOUCHES-DU-RHONE

Un débat socialiste

Près de 500 personnes ont participé le vendredi 21 mai, de 18 h. 30 à 20 h. 30 (salons Pélissier, place Jean-Jaures), à un débat public auquel les avaient invitées la Fédération des B.-du-R. du P.S.U. d'une part, et le Regroupement des socialistes et démocrates de gauche d'autre part. Les trois thèmes à l'ordre du jour étaient : 1°) les enseignements des élections municipales ; 2°) l'élection présidentielle ; 3°) le renouveau socialiste et l'unité de la gauche.

Marcel Forestier, secrétaire fédéral P.S.U. des B.-du-R., qui présidait la réunion, posa le problème de l'avenir de la gauche et du socialisme, puis donna la parole à Daniel Matalon, député des B.-du-R., qui après l'historique des consultations électorales depuis les législatures de 1962 en arriva aux conditions dans lesquelles se déroulèrent les dernières élections municipales, et souligna l'importance des succès remportés par les forces de gauche unies au Havre, à Nîmes et dans bien d'autres villes. Vivement applaudi, il déclara : « Nous n'avons pas d'ennemi à gauche » et conclut sur l'indispensable union des partis de gauche.

Gilles Martinet, membre du bureau national du P.S.U., intervint à son tour pour envisager l'avenir de la gauche et le renouveau du socialisme à l'occasion des élections présidentielles. Il dénonça, avec force, les coalitions sans principe du type Def-

ferre ; il montra combien l'union de toutes les forces socialistes susciterait l'enthousiasme chez les jeunes.

Très applaudi à plusieurs reprises, Martinet concluait : « Il faut partir sur une plate-forme stable et solide qui mette en valeur tout ce qui nous sépare du gaullisme. Pour cela, il faut opposer à de Gaulle un seul porte-parole de la solution de gauche, de la solution socialiste. »

Le débat public s'ouvrit alors et de nombreuses questions très intéressantes furent posées par l'assistance. Martinet et Matalon y répondirent successivement.

Cette union tant par le nombre des participants que par l'intérêt porté à Martinet et à travers lui au P.S.U. tout entier a été une réussite. Elle prouve qu'à Marseille le vrai socialisme n'est pas mort et que contrairement à ce qu'affirment certains on ne lasse pas les gens quand on leur parle de programme, de contre-plan et de réformes des structures.

C'est une expérience que nous espérons bien renouveler bientôt.

C. Bancel.

Nouvelles sections

Une nouvelle section a été créée à Langres (Haute-Marne).

Secrétaire : Guy Boisgibault, 18-5, cité des Ouches, avec au départ 11 adhérents, dont 9 nouveaux parmi lesquels on compte le secrétaire général de l'Union C.G.T.

D'autres adhésions vont suivre. Bravo à la Fédération de la Haute-Marne en plein essor.

Une nouvelle section vient d'être fondée à Montier-en-Der (Haute-Marne), où trois conseillers municipaux ont donné leur adhésion.

Secrétaire : Claude Leseur, 3, rue Lebon à Montier-en-Der.

Isère : Congrès fédéral

Notre camarade Henri Trémeaux, maire P.S.U. de St-Martin-le-Vinoux, nous accordera l'hospitalité pour la tenue de notre Congrès fédéral dimanche 30 mai, à partir de 9 heures, salle Bergonzoli, groupe scolaire de garçons, La Buisserate.

Nous prions notre camarade Thesot, qui nous avait adressé une lettre destinée au courrier des lecteurs de nous communiquer le plus tôt possible son adresse.

Mise au point

Nous avons involontairement omis la signature de notre camarade le Dr Gilbert Attuïl, maire adjoint, au pied de son article sur les élections municipales de Château-Thierry, paru dans « T. S. » de la semaine dernière.

La semaine prochaine :

Numéro spécial de « T. S. »

« Tribune Socialiste » présentera le texte du programme Santé du P.S.U. : une solution socialiste aux problèmes de l'exercice de la médecine.

Les Sections et Fédérations du Parti désireuses d'en assurer la diffusion sont priées de passer de toute urgence leurs commandes à l'Administration du journal, 54, bd Garibaldi, Paris-15^e (SUF 19-20), au prix habituel du journal.

LE TIRAGE AU SORT DES BONS DE SOUTIEN

aura lieu Samedi 29 Mai à 12 heures sous la présidence d'Edouard DEPREUX Secrétaire National du P.S.U., au siège du Parti, 81, rue Mademoiselle.

acclamée par toute la presse



Un événement (LES ANNALES, L'ÉCOLE LIBÉRATRICE). Une œuvre particulièrement exaltante et géniale (FIGARO LITTÉRAIRE) Elie Faure best seller (PARIS MATCH). Une présentation remarquable (FIGARO). Monumental et indispensable (L'EXPRESS). Superbe édition (L'ŒIL). Si un amateur d'art devait se contenter d'un seul livre, c'est assurément celui-là qu'il devrait choisir : tout y est (GALERIE DES ARTS).

Elie Faure

HISTOIRE DE L'ART

Chacun se doit de posséder dans sa bibliothèque au moins une HISTOIRE DE L'ART. Mais laquelle choisir ? La plupart ne sont que de beaux albums : le texte a rarement un intérêt littéraire. Mais voici enfin, une HISTOIRE DE L'ART dont le ramage vaut le plumage. Car l'auteur, ELIE FAURE, est un grand écrivain admiré par les maîtres de la littérature et de l'art : « un auteur qu'il faut classer au premier rang de ceux dont notre pays peut s'enorgueillir », écrit André Billy. Ce texte, désormais classique nous est enfin offert dans une présentation digne de lui : deux volumes 22 x 28 de 540 pages reliés pleine toile, illustrés de 1.161 reproductions hélio et 101 en couleurs, réalisées par les meilleurs ateliers suisses.

La presse acclame « cette monumentale édition admirablement illustrée, très abordable comme prix » (Pierre Courthion Arts). Très abordable en effet : la librairie PILOTE offre ces deux magnifiques volumes pour 28 Fr. par mois (10 mensualités) ou 3 mensualités de 88 Fr. ou 258 Fr. comptant, livrés franco. Et vous pouvez demander à examiner cette magnifique édition sans autre engagement que celui de renvoyer les volumes dans les cinq jours, si vous êtes déçu.

N'hésitez donc pas, car vous ne courez aucun risque, à nous adresser dès maintenant le bon ci-dessous, pour recevoir ces 2 volumes qui vous révéleront l'un des plus beaux textes de la langue française, et qui, par leur fastueuse illustration, seront un des trésors de votre bibliothèque.



BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, PARIS 7^e
Veuillez m'adresser, pour examen gratuit, l'Histoire de l'Art d'Elie Faure. Si je ne renvoie pas l'ouvrage dans les 5 jours, je vous réglerai comptant 258 Fr. en 3 mensualités de 78 Fr. en 10 mensualités de 28 Fr.

Nom : _____ Profession : _____
Adresse : _____
N° C.C.P. ou Bancaire : _____ Signature _____

T. S. 5

Une solution de la gauche contre le vide du gaullisme

LE général de Gaulle ne nous a rien appris de nouveau dans les discours de sa récente tournée provinciale. En ce qui concerne la politique économique et sociale du gouvernement il a seulement estimé suffisant de rappeler aux travailleurs qu'ils devaient se sentir solidaires de leurs employeurs et chercher avec eux un nouveau cadre à leur coexistence. Ce n'était en somme que le traditionnel couplet sur l'association « Capital-Travail », toujours promise, jamais réalisée, si ce n'est évidemment à sens unique.

Il est vrai que ce premier voyage de la campagne présidentielle de de Gaulle s'est déroulé dans des départements à tradition cléricale et conservatrice.

Par contre la fibre nationaliste a vibré. Se référant à Clemenceau et à de Lattre, de Gaulle a poursuivi son thème de l'indépendance nationale, telle que déjà tracé à l'occasion de son dernier discours télévisé.

Le tout émaillé des traditionnels hermétismes de la syntaxe gaullienne et cette fois d'une « boutade » féalement reprise par la presse : « Des sous, des sous », a donc dit avec humour notre président de la République, « je suis tenté de me les demander à moi-même » ; et la foule de s'esbaudir ! Quelle révolution ! De Gaulle plaisante. Serait-il donc à l'échelle humaine ! Si oui, ces rires sont au détriment de qui ? Qu'en pensent tous ceux qui connaissent la difficulté des fins de mois et qui n'ont pas le cœur à la plaisanterie ?

Une fois de plus, pour être écouté et approuvé par la foule des habitués curieux de tous âges, de Gaulle a tiré très bas. Et il est navrant de constater que la pauvreté de ses propos trouve encore l'écho de milliers de citoyens français.

La joie d'avoir vu de près le grand homme, de pouvoir dire : « J'y étais » abuse encore bien trop de nos compatriotes et leur fait perdre le sens des réalités.

Le mépris avec lequel de Gaulle traite notre peuple n'est pas encore ressenti, hélas ! parmi la grande masse. L'attitude de celle-ci donne raison au style du gaullisme. Le vide faisant recette, à quoi bon le meubler.

★

LA stratégie de de Gaulle pour les élections présidentielles est très claire. Il fera sa campagne, avec tous les moyens

à sa disposition, sur les mêmes thèmes et avec les mêmes mots qu'il emploie depuis sept ans.

Il flattera, restera vague et imprécis et parlera du destin de la France qui ne peut être prestigieux qu'associé à sa personne.

Il simplifiera le choix : avec de Gaulle on vote pour la France. Avec ses adversaires on vote pour l'étranger.

Et cette méthode qui a fait ses preuves dupera encore. Nous devons le craindre et nous ne pouvons le nier.

Cette amère constatation ne peut que nous entraîner à continuer notre action politique, dans le sens et avec les impératifs que nous n'avons cessé de lui donner.

Il ne faut surtout pas employer le style du gaullisme, si on veut le combattre. Et c'est cette faute qui a été, dès l'origine de sa candidature, faite par Gaston Defferre.

C'est le contraire qui doit être réalisé.

De Gaulle ne parle pas de programme. Il faut en proposer un.

De Gaulle se satisfait de « sa » Constitution de 1958. Il faut en dénoncer le caractère personnaliste et ne pas chercher à s'en inspirer, débarrassée seulement de quelque article trop voyant.

De Gaulle monopolise l'indépendance nationale. Il faut montrer les contradictions de sa politique, aussi bien dans le domaine européen que dans celui du Tiers Monde.

Il faut, se référant aux événements de l'actualité internationale, ne pas exclusivement les juger pour leurs conséquences, mais les expliquer en fonction de leurs causes, profondes.

Il faut... Eh ! oui, c'est affaire de volonté, de conviction, de sincérité.

La tâche est difficile, non impossible.

Toutes ces femmes, tous ces hommes, qui approuvent aveuglément ou par ignorance, appartiennent au camp des attentistes, des suivistes. La souplesse de leur attitude n'a d'égale que la fragilité de leur conviction. Ils ont l'habitude de retourner leur veste selon le vent de l'Histoire.

Heureusement, ceux qui restent chez eux sont encore plus nombreux que ceux qui se pressent au spectacle du gaullisme itinérant.

Et chaque jour, un nouveau Sochaux, un nouveau Saint-Nazaire réveille leur énergie, parce qu'il les touche directement et qu'ils en comprennent la nécessité.

Notre rôle est de pouvoir, au moment où le rideau tombera sur le drame du gaullisme, proposer autre chose que le néant d'une coalition de revanche.

★

A U stade actuel de la campagne présidentielle, ce qui sert de Gaulle, ce sont toutes les tentatives qui s'efforcent d'effacer les frontières entre le gaullisme et la gauche.

Elles ne font en réalité que présenter, sous un jour faux, la bataille présidentielle.

Ce que nous devons donc dénoncer en premier lieu, ce sont les procédés employés par tous ceux qui proposent des formules tactiques d'opposition.

Ce que nous devons mettre en avant, c'est une solution de la gauche.

Sans elle, même l'affirmation d'un combat unitaire serait vain.

La gauche doit éviter de reprendre à son compte les insuffisances de la campagne de Defferre, que nous avons toujours dénoncées.

En notre temps, avec l'expérience des luttes passées, la gauche doit comprendre que le mythe de l'unité à tout prix est dépassé.

Ce qui est prioritaire, ce qui doit rassembler les citoyens qui s'interrogent aujourd'hui encore sur le choix qu'ils devront faire dans les mois qui viennent, ce qui doit donner son vrai visage à la gauche française, c'est la présentation claire et réaliste d'une solution politique. C'est au vide du gaullisme d'opposer la solution de la gauche.

Harris Puisais.



Spaak : une cure d'opposition ?

(Photo A.D.P.)

sant une politique de « modernisation » sans perspectives. Le fait grave, c'est que les pertes du parti socialiste n'ont traduit que dans une très faible mesure une évolution à gauche des électeurs. C'est d'ailleurs le P.C., plutôt que la gauche socialiste, qui a profité de cette évolution, sans doute parce que cette gauche est apparue plutôt sous la forme d'un mouvement wallon et fédéraliste, que sous celle d'un parti national. La Gauche écrivait avant les élections que « les cartels conclus avec le P.C. par le P.W.T. et l'U.G.S. l'ont été en toute indépen-

dance, mais avec le souci d'assurer un succès de l'opposition ouvrière de gauche ». Toutefois, les résultats obtenus, assez faibles en dehors de Liège, montrent que la gauche socialiste wallonne devra examiner son avenir en tenant compte des leçons de ce scrutin. Il est possible que le parti socialiste soit conduit à quitter le gouvernement, et à envisager une « cure d'opposition ». De toute façon, c'est sur le terrain des luttes sociales que vont se livrer les prochaines batailles.

P. N.

combats, sans permettre aucune décision dans l'immédiat, rend illusoire et impossible tout compromis et toute négociation. Elle ne peut que conduire à une intervention de plus en plus importante des pays qui soutiennent le Vietnam du Nord et à un engagement de plus en plus massif des forces américaines dans des batailles qui les épuisent tout en épuisant le pays et les populations.

On est stupéfié du « calme » avec lequel l'opinion internationale considère encore un conflit armé qui apparaît de plus en plus comme un prodrome d'une troisième guerre mondiale. Ce que les Etats-Unis expérimentent au Vietnam, ce sont les moyens, les tactiques et la stratégie nouvelles que permettent l'armement nouveau et le sens politique des guerres de demain. Dans ce cadre qui apparaît limité, dans la péninsule indochinoise, ce sont les principes d'un conflit beaucoup plus large qui sont à l'essai. Le Pentagone ne se prive pas de le faire savoir : il étudie, au Vietnam, comment combattre « le communisme ». Mais ce qu'il appelle « communisme », ce ne sont pas seulement ceux qui se revendiquent réellement de la politique soviétique ou chinoise, ce sont tous les mouvements d'émancipation sociale, toutes les luttes de libération nationale, tous les conflits sociaux où les opprimés défendent leurs droits — en Asie et aux Caraïbes aujourd'hui et demain en Europe et partout ailleurs.

Dans cette situation, il est évident que le rétablissement de la paix, les progrès de la liberté n'interviendront pas sans une action internationale puissante de la classe ouvrière. L'heure est venue où l'action doit s'organiser pour mettre fin à l'agression américaine, et cette action doit être tout autre chose que la politique de « réprobation » du gaullisme ou une politique « d'indépendance » qui incite les peuples à ne se préoccuper que d'eux-mêmes. La guerre du Viet-

nam est justement une situation qui permet de juger du sérieux des discours de de Gaulle en faveur de l'indépendance et de la paix. Que fait donc le gouvernement français pour mettre en pratique les principes qu'il affiche ? Au fond, il ne fait rien du tout, que des phrases. C'est qu'il reste lié, quoi qu'il laisse dire, par le pacte de l'O.T.A.N., c'est parce que l'emprise économique américaine sur la France ne fait que s'approfondir, c'est parce que de Gaulle continue à monter des bases atomiques dans le Pacifique. Il revient donc aux socialistes d'opposer à cette politique hypocrite une action continue et toujours plus large contre les entreprises militaires qui nous rapprochent toujours plus de conflits graves. Une Europe indépendante pourrait agir vis-à-vis des Etats-Unis tout autrement que l'Europe des patries prônée par de Gaulle. Non indépendante à la façon de de Gaulle, c'est-à-dire pour défendre des intérêts de grandeur et de puissance capitalistes, mais indépendante parce que socialiste. Maintenant que de Gaulle a entamé sa campagne électorale, nous ne cesserons de lui opposer, sur ce terrain comme sur les autres, une politique internationale au service des peuples.

P. Naville

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

VIETNAM

La guerre s'étend. L'action internationale pour la paix doit s'amplifier

La guerre au Vietnam ne cesse de s'étendre et de s'aggraver. Ces dernières semaines, les opérations ont pris des dimensions nouvelles. Après

quelques jours de trêve, pendant lesquels l'aviation U.S. a cessé ses bombardements du Vietnam du Nord, des actions d'envergure ont repris contre des centres militaires et industriels, des ponts, des routes, des installations maritimes. En même temps, le corps expéditionnaire américain ne cesse d'augmenter et le Pentagone laisse dire qu'en fin de compte c'est au moins 500.000 hommes qui seront nécessaires prochainement. L'escalade se poursuit, non par usage d'armes nouvelles ou incursions dans de nouveaux pays, mais par intensification de la guerre dans les deux Vietnam. C'est ainsi que cette guerre devient peu à peu une nouvelle guerre de Corée.

Le Vietnam du Nord, pour sa part, renforce systématiquement sa défense, avec l'aide de l'U.R.S.S. plus encore, au stade actuel, qu'avec celle de la Chine. Quant au Vietnam et au F.N.L., ils continuent à viser en priorité l'ébranlement du gouvernement de Saïgon, pivot sur lequel les U.S.A. articulent leur intervention. De sorte que deux batailles se mènent actuellement, qui peuvent bientôt n'en faire qu'une seule : une bataille au sud, où les forces du F.N.L. conservent l'initiative d'opérations qui tendent à isoler les centres américains, à saper l'autorité du gouvernement de Saïgon et à créer des zones d'implantation où son pouvoir puisse s'affirmer de plus en plus ; et une bataille aérienne au nord, où les Américains essayent de briser le moral adverse pour l'obliger à une négociation que Johnson prétend toujours vouloir entreprendre.

Il est évident que l'extension des

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi, Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle, Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche, 6, Avenue du Maine, Paris-14^e, Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St.-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre Dictionnaire de la Langue Française (Edition Gallimard Plachette)

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin Ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerais (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de / : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....
Adresse.....Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 5

JE REVIENS D'ANGOLA

par Robert Davezies

RETRANCHÉ DA

un peuple lutte pour son

En juin dernier, Robert Davezies a réussi à pénétrer en Angola. Il y a quatre ans que le peuple de ce territoire africain, sous contrôle portugais, l'un des derniers à vivre encore sous le joug colonial, a déclenché une guerre de libération. Les Portugais ont riposté par une répression d'autant plus violente que l'Angola, grande comme la France, l'Espagne et le Portugal réunis, couverte de gigantesques forêts, est difficilement accessible aux observateurs étrangers.

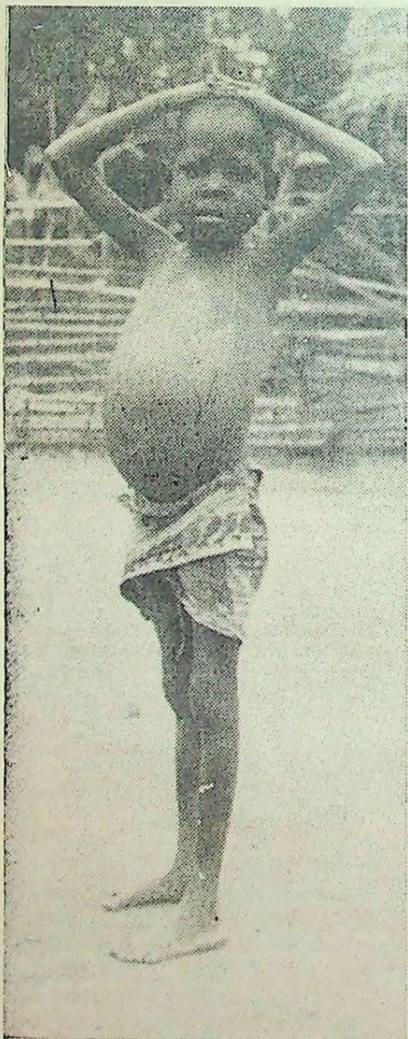
Robert Davezies a voulu connaître la situation angolaise du côté des opprimés. Il n'a pas débarqué à Luanda, porte et capitale occupée par les forces coloniales de Salazar. Parti du Congo-Brazzaville, il a traversé clandestinement la frontière de Cabinda en compagnie de Philippe Vigneau, l'auteur des « Algériens en guerre ».

D'Angola, l'abbé Davezies a rapporté un livre : « Les Angolais » (1), comme jadis du bled algérien il avait rapporté un autre livre : « Le Front », qui lui avait valu d'être inculpé par les autorités de la V^e République alors accrochées aux contre-vérités coloniales de la IV^e République.

D'Angola, il rapporte également une vue d'ensemble de faits dont nous n'avions jusqu'à présent en Europe qu'une connaissance fragmentaire. De l'enchaînement de ces faits, de la signification qui s'en dégage, Jacques Vivien s'est entretenu avec Robert Davezies.

Jacques VIVIEN. — Pourquoi es-tu allé en Angola ?

Robert DAVEZIES. — Je suis sorti de prison le 4 juillet 1962. Je retrouve mes camarades français et algériens. Chez l'un d'eux, je rencontre un groupe d'Angolais. Ils étaient membres du M.P.L.A., le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola. D'au-



(Photo Tribune.)

Comme à Buchenwald...

tres étaient blancs, nés en Angola, anticolonialistes et déportés par Salazar. Je leur rendis quelques services. Nous nous rencontrâmes souvent.

Ils me demandèrent un jour de faire connaître en France le peuple angolais : j'avais tenté, quelques années auparavant, de faire connaître par « Le Front » le peuple algérien.

Jacques VIVIEN. — Et tu as dit oui ?

R. DAVEZIES. — Parce que l'indépendance de l'Afrique est une. Nous avons voulu avec passion l'indépendance de l'Algérie. Mais nous savons que l'Afrique ne sera libre que lorsque tous les pays qui la composent seront vraiment indépendants. Cette indépendance est la condition première d'une fructueuse collaboration entre l'Europe et l'Afrique.

Il y a encore sur le continent africain un certain nombre d'enclaves européennes, dont quelques-unes sont très vastes : Afrique du Sud, Mozambique, Guinée-Bissau, Rhodésie, Côte française des Somalis pour ne citer que celles-là. Il y a aussi, au large du continent, des îles sous statut colonial. Presque toutes les îles, elles sont petites, mais on ne peut en ignorer l'importance. C'est de l'île de l'Ascension que sont partis les « paras » belges pour tenter d'écraser la révolution congolaise à Stanleyville.

De tout cela, les hommes d'Occident doivent prendre conscience : nous ne sommes vraiment libres tant qu'existent des hommes qui ne le sont pas, tant que l'humanité dans certaines parties du monde est encore composée de maîtres et d'esclaves.

J. V. — Les Angolais sont des esclaves au sens propre du terme ?

R. D. — Mets-toi un instant dans la peau d'un homme de là-bas. Tu as une femme, quatre gosses. Toute la journée, tu devras travailler dans la plantation du colon voisin pour un salaire dérisoire, 1.000 à 2.000 anciens francs par mois.

J. V. — Et la famille, de quoi vit-elle ?

R. D. — La femme cultive un petit champ aidée par les enfants, tant que ceux-ci sont encore jeunes, sinon ils sont requis, comme le père, pour le travail forcé. Il arrive aussi que des Angolais soient déportés dans des plantations à plus de cinq cents kilomètres du toit familial.

Le témoignage de Domingos da Silva, qui figure dans mon livre, donne l'explication de cette situation inimaginable au siècle où nous vivons. Il dit notamment : « Jusqu'en 1924, 1925, des personnes firent encore le négoce des esclaves. Beaucoup de commerçants européens achetaient ainsi les gens en cachette pour les

employer dans les Roças, dans les compagnies de canne à sucre. Ils continuaient à acheter des gens. Dernièrement, dénoncés par un de nos leaders dans les milieux internationaux, ils ont cessé de le faire, et ils ont créé une nouvelle forme d'esclavage, « O sistema do contrato », le système du contrat. »

LE SOULEVEMENT DE 1961

J. V. — A partir de quel moment la révolte a-t-elle commencé à gronder en Angola ?

R. D. — Elle y fut toujours latente. L'indépendance du Ghana, cependant, le 6 mars 1957, celle du Congo-Léopoldville, le 30 juin 1960, surtout, eurent une immense répercussion en Angola.

J. V. — Mais pourquoi le mouvement de libération de l'Angola va-t-il si rapidement connaître des dissensions ? A partir de quand voit-on d'un côté le M.P.L.A. (Mouvement Populaire de l'Angola) et de l'autre l'U.P.A. (Union des Populations de l'Angola) qui donnera naissance ensuite au F.L.N.A. (Front de Libération National Angolais) et au G.R.A.E. (Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en Exil) ? C'est difficile de s'y retrouver à travers tant de sigles.

R. D. — Pas tellement avec les quelques points de repère que voici. D'abord, tu sais qu'il y a deux mouvements de base : le M.P.L.A. et l'U.P.A. Ceux-ci vont se manifester à la faveur d'actions entreprises à deux dates assez rapprochées l'un de l'autre : le M.P.L.A. intervient spectaculairement le 4 février 1961 et l'U.P.A. le 15 mars de la même année.

Le M.P.L.A. est constitué au départ, dans ses cadres, de jeunes Angolais qui ont fait leurs études au Portugal, ou dans les lycées de Luanda. Ils ont été au contact des mouvements révolutionnaires des autres continents et en particulier d'Europe. Leurs chefs de file sont le Dr Agostinho Neto, Mario De Andrade, l'abbé Pinto De Andrade, Lucio Lara. En 1961, un grand nombre de nationalistes étant détenus à Luanda, le M.P.L.A., dans la nuit du 3 au 4 février, se lance à l'assaut des prisons de la capitale. Les nationalistes sont repoussés et en grand nombre incarcérés. Les rescapés se réfugient dans la région des Dembos et de Nambuanguo. Le peuple y parle le kimbundu, qui est la langue maternelle de la majorité des militants du M.P.L.A.

L'U.P.A., composée de militants qui parlent le kikongo, s'est formée dans un contexte exclusivement africain. Ses militants habitent le nord du pays, près de la frontière du Congo-Léo. Certaines familles, pour éviter le travail forcé, se sont fixées depuis près d'un siècle au Congo qui compte dans sa population cinq cents mille Angolais non réfugiés. Principaux chefs de file : Holden Roberto, Pindock Eduardo, Johnny Eduardo, Barros Nekaka. Chez les promoteurs de l'U.P.A., l'éveil du nationalisme est lié à l'éveil du nationalisme congolais.

A la faveur du climat créé par l'opération M.P.L.A. le 4 février, à Luanda, l'U.P.A. lance à son tour un mot d'ordre d'insurrection le 15 mars. Le fait que l'opération soit déclenchée dans la brousse et dans la forêt, où les Portugais n'ont pas une puissance de feu comparable à celle dont ils disposent à Luanda, est un avantage temporaire du succès. D'autant que les militants du M.P.L.A., repliés dans les Dembos et à Nambuanguo, en-



Face aux tr

trent eux aussi en action. Pendant plusieurs mois, le nord angolais tout entier sera aux mains des nationalistes. Ce n'est qu'à la fin de la saison des pluies que les Portugais, en mesure de faire rouler camions et blindés sur des chemins redevenus carrossables reprendront le terrain perdu. Ce sera la répression coloniale dans toute son horreur : ratissages, exécutions massives, tortures de toutes sortes. Les habitants du nord angolais fuiront les villages, se réfugieront dans les forêts où depuis lors ils restent retranchés.

J. V. — Ils y vivent comment ?

R. D. — De la cueillette des fruits comme aux premiers âges du monde. Leur état de santé est très mauvais. Les enfants ont le ventre ballonné comme le concentrationnaires de Buchenwald et d'Auschwitz.

INSURRECTION OU REVOLUTION ?

J. V. — Mais que sont devenus l'U.P.A. et le M.P.L.A. après la répression portugaise ?

R. D. — L'U.P.A. a toujours eu droit de cité au Congo-Léopoldville. Il était donc relativement facile d'augmenter ses maquis de l'autre côté de la frontière en armes et en médicaments. Des fonds ont été versés par les autres pays africains dans cette intention. Mais, au témoignage d'Holden Roberto, l'U.P.A. n'a disposé que de très peu d'armes et de très peu de médicaments.

NS LA FORÊT

indépendance

J. V. — Et la formation politique ?

R. D. — Les responsables de l'U.P.A. m'ont déclaré que leur souci était la guerre, ils se refusent à présenter un programme politique : c'est l'affaire du peuple, une fois l'indépendance acquise, disent-ils.

J. V. — Le peuple est-il d'accord ?

R. D. — L'expérience de la guérilla a fait progresser considérablement en quelques années la conscience des

UNION CONTRE SALAZAR

J. V. — Le M.P.L.A. me paraît avoir pour sa part une conscience beaucoup plus vive de ces problèmes.

R. D. — Le M.P.L.A. a toujours rencontré de grandes difficultés pour faire passer en Angola du matériel politique et des armes. Parce que, pour y réussir, il doit franchir plusieurs barrières. Barrière du Congo-Léo où, tant sous le régime d'Adoula que sous le régime de Tschombé, ils ont toujours été traités en indésirables. Barrière de l'U.P.A. dans le nord congolais : Holden Roberto, lui-même, déclare avoir fait arrêter et exécuter à deux reprises vingt et un hommes du M.P.L.A. le 9 octobre 1961 et le 28 avril 1963.

Mais le M.P.L.A. a toujours eu le souci de faire passer les Angolais du stade de la jacquerie à celui de la guerre révolutionnaire. Il se refuse à tuer pour tuer. Ses militants dissimulent sous les pierres en bordure des chemins des messages à l'adresse des soldats portugais : « Nous avons tous les mêmes oppresseurs. Unissons-nous contre le salazarisme. » Ces appels ne sont pas sans effets. Tu sais qu'il y a des déserteurs dans l'armée portugaise en Angola. Le M.P.L.A. est persuadé que ses méthodes ne tarderont pas à se révéler les plus efficaces.

J. V. — A Alger, Philippe Vigneau m'a raconté que durant vos haltes dans la province de Cabinda, les maquisards du M.P.L.A. vous posaient à tous deux beaucoup de questions.

R. D. — Oui, et des questions qui témoignaient d'un niveau de conscience politique élevé de la part de nos interlocuteurs : « Racontez-nous la révolution à Cuba, et pas seulement la guerre, mais la révolution. — Racontez-nous la révolution algérienne. — Que pensez-vous du conflit sino-soviétique ? »

Ou encore : « Nous ne prenons rien aux paysans, tout nous est donné volontairement. Les traitres ne sont pas abattus, ils sont rééduqués. Les moyens de production, et d'abord la terre et les mines appartiennent au peuple et à lui seul. »



(Photo Tribune.)

Depuis plus de quatre ans.

PAR-DELA LES ETHNIES

J. V. — Quelles sont les perspectives d'avenir de la révolution en Angola ?

R. D. — La ligne de clivage qui sépare aujourd'hui l'U.P.A. du M.P.L.A. n'est pas seulement politique. Certes, l'U.P.A., c'est-à-dire l'essentiel des forces qui se retrouvent dans le F.L.N.A. et le G.R.A.E. autour d'Holden Roberto, refuse de poser les problèmes politiques tandis que le M.P.L.A. d'Agostinho Neto est engagé dans la guerre révolutionnaire. Mais ces deux mouvements sont implantés dans deux ethnies distinctes : les hommes de l'U.P.A. parlent kikongo et les hommes du M.P.L.A. parlent kimbundu. L'avenir appartient à celui qui, par-delà les antagonismes ethniques, saura, par son programme et par ses actes, réunir la totalité des Angolais. Car il y a des ethnies qui n'ont pas encore été mobilisées dans la lutte nationaliste comme, au sud du pays, l'importante ethnie dont la langue est l'umbundu, qui groupe près de deux millions d'Angolais.

J. V. — Pourquoi l'O.U.A., l'Organisation de l'Unité Africaine, a-t-elle commencé par ne reconnaître que l'U.P.A., et Holden Roberto ou plus précisément le G.R.A.E., ce qui revient au même ?

R. D. — Il y avait à cette époque une certaine confusion. Le 29 juin 1963, Cyrille Adoula, alors au pouvoir à Léopoldville, avait reconnu Holden Roberto. Il a réussi à faire partager son point de vue par un grand nombre d'autres Etats africains. Mais la situation n'était plus la même à la conférence du Caire qui s'est tenue du 17 au 21 juillet 1964. Il a été finalement décidé qu'une aide serait également apportée par l'O.U.A. au M.P.L.A.

LE PASTEUR CRUCIFIE

J. V. — Il y a aussi un autre aspect de la situation souvent ignoré en Europe : le Portugal, qui se fait passer pour une nation très chrétienne, massacre sans vergogne en Angola pasteurs et prêtres lorsqu'ils sont de couleur noire. As-tu des précisions à nous donner sur ces crimes ?

R. D. — La P.I.D.E., quelques mois avant le 4 février 1961, entreprit d'emprisonner et finalement d'expulser missionnaires et pasteurs anglo-saxons. J'en citerai huit et je ne prétends pas que ma liste soit exhaustive : le révérend James Russel, de nationalité britannique, secrétaire de la mission évangélique à Luanda ; le Dr Rodger P. Shields, de nationalité britannique, de la mission baptiste de S. Salvador ; le révérend Raymond E. Noah, de Palco, Kansas (U.S.A.), pasteur méthodiste à Malange ; Edward Le Master, de Lexington (Kentucky, U.S.A.), missionnaire méthodiste, arrêté à Quessua ; Edward Brancel, de Endeavor (Wisconsin, U.S.A.), missionnaire méthodiste, arrêté à Quessua ; le révérend Wendel Lee Golden, de Rockford (Illinois), méthodiste, arrêté à Luanda ; Marion Way junior, de Charleston (Caroline du Sud, U.S.A.), méthodiste, arrêté à Luanda ; le révérend Cecil Scott, enfin, de nationalité britannique, le représentant des églises non catholiques angolaises à Lisbonne, y fut incarcéré en 1961.

Si ceux-là furent emprisonnés comme des malfaiteurs, missionnaires et pasteurs noirs furent soit déportés à Tarrafal, je citerai trois missionnaires noirs : Nobre Pereira Dias, Sebastiao Gaspar Domingos, Fernando Pascoal da Costa ; soit purement et simplement tués, je citerai : Christophe Miguel da Silva, Manuel Andre, Guilherme Pereira Ingles, pasteur supérieur, qui fut crucifié par les Portugais à Quibaxe.

En ce qui concerne les prêtres noirs, les Portugais ont arrêté puis assigné à résidence surveillée dans des séminaires du Portugal : l'abbé Joaquim Pinto de Andrade, Mgr Manuel das Neves, l'abbé Domingos Gaspar, l'abbé Alexandre do Nascimento, l'abbé Vincente Jose Cabral, le chanoine Franklin da Costa.

J. V. — Et qu'en pense le clergé portugais en Angola ?

R. D. — Les missions portugaises sont enfermées, confinées dans l'univers portugais...

J. V. — La libération des pays africains situés au sud de l'Equateur apparaît comme la plus difficile. A ton avis, c'est à cause des richesses minières qu'exploitent les grands intérêts occidentaux dans ces pays ?

R. D. — Sais-tu que sur une production mondiale annuelle de diamants de vingt-quatre millions de carats, seize millions proviennent de la province congolaise du Sud-Kassaï ? Cela explique bien des choses. Les grands intérêts occidentaux veulent maintenir l'Afrique australe dans la situation actuelle. Mais les peuples d'Occident n'ont-ils pas aussi leur mot à dire ?

(1) « Les Angolais », par Robert Davezies (Edit. de Minuit).



(Photo Tribune.)

es colonialistes.

combattants de la forêt. Ceux-ci, par leurs échecs et par leurs victoires, ont appris empiriquement un grand nombre de choses sur le plan militaire et sur le plan politique.

J. V. — Ils ne sont pas les seuls. Beaucoup d'Angolais, en l'espace de deux à trois ans, sont passés, de l'obéissance aveugle aux magiciens des villages, à l'analyse rationnelle des problèmes militaires. En même temps, la notion de l'injustice, de l'anomalie que constitue la mainmise sur leur terre par des étrangers qui vivent de leur sueur et de leur misère devient de plus en plus précise dans les esprits.



(Photo Tribune.)

Réfugiés à la frontière du Congo-Brazzaville.

NANTES

Lock-out et black-out

La Fédération du P.S.U. a proposé aux Fédérations du P.C. et de la S.F.I.O. la publication d'un communiqué commun sur le lock-out des Chantiers de Nantes.

La Fédération de la S.F.I.O. a refusé de s'y associer et a fait paraître son propre texte.

L'hospitalité de la presse locale au communiqué S.F.I.O. ne fut pas accordée avec la même générosité à celui, commun, du P.S.U. et du P.C. que vous lirez ci-dessous : silence, tronquage ou vague allusion, tel fut l'accueil réservé au texte des partis qui refusent de composer avec la bourgeoisie locale.

Parallèlement au communiqué de presse, la Fédération du P.S.U. s'adressait également au préfet et au directeur des Chantiers.

Communiqué de Presse

A la suite de la décision du lock-out prise par la direction des Ateliers et Chantiers de Nantes, les Fédérations de Loire-Atlantique du Parti communiste français, et du Parti socialiste unifié se déclarent solidaires des travailleurs lock-outés ou licenciés.

Elles dénoncent vigoureusement le geste de provocation du patronat et du gouvernement à l'égard des travailleurs : le jour même où le président de la République refusait de recevoir une délégation syndicale à Nantes, où le Premier ministre s'abstenait de recevoir une délégation intersyndicale à Paris, la direction des Ateliers et Chantiers de Nantes, prenant prétexte d'incidents mineurs décidait le lock-out, cherchant ainsi

à faire porter aux travailleurs la responsabilité de la situation, au lieu de satisfaire leurs légitimes revendications.

Les Fédérations de Loire-Atlantique au Parti communiste français et du Parti socialiste unifié (P.S.U.) appellent l'ensemble de la population du département à manifester son soutien actif aux travailleurs en lutte pour la levée du lock-out, et la satisfaction de leurs revendications.

Pour le P.C.F. : M. Rocher.
Pour le P.S.U. : B.-A. Bolo.

Lettre au Préfet

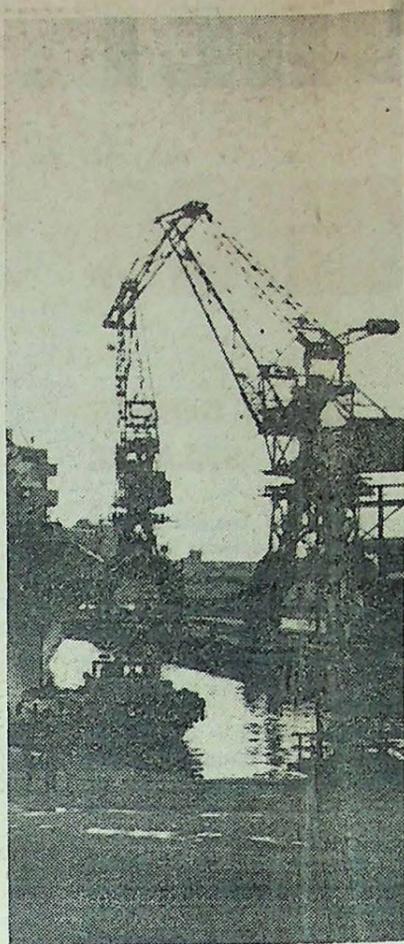
Monsieur le Préfet,

Vivement émus par la fermeture des Ateliers et Chantiers de Nantes, les militants de notre parti ont peine à admettre que la véritable raison d'une telle décision soit « l'incident » survenu mercredi. Ils considèrent cette fermeture comme une provocation destinée à faire porter par les travailleurs la responsabilité de la situation économique et sociale de la région, alors que le gouvernement et le patronat se refusent à satisfaire leurs légitimes revendications.

Nous vous demandons donc instamment de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour hâter la réouverture des A.C.N. afin que le personnel puisse reprendre normalement le travail.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre respectueuse considération.

Pour la Fédération,
Le secrétaire fédéral,
Bernard-A. Bolo.



Après et avant l'automobile, les chantiers navals...

(Photo A.D.P.)

Lettre au Directeur

Monsieur le Directeur,

Vivement émus par la fermeture des Ateliers et Chantiers de Nantes, les militants de notre parti ont peine à croire que cette fermeture constitue un pas vers la solution aux problèmes économiques et sociaux de la construction navale.

Soucieux et de l'expansion de la région et des intérêts des travailleurs, ils vous demandent de bien vouloir ouvrir à nouveau les Ateliers et Chantiers, sans que les travailleurs aient à en pâtir.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour la Fédération,
Le Secrétaire fédéral,
Bernard-A. Bolo.

VOSGES

Perrin-Electronique a fermé ses portes

« T.S. », dans ses précédents numéros, avait suivi de près l'évolution de la situation de l'usine de Remiremont.

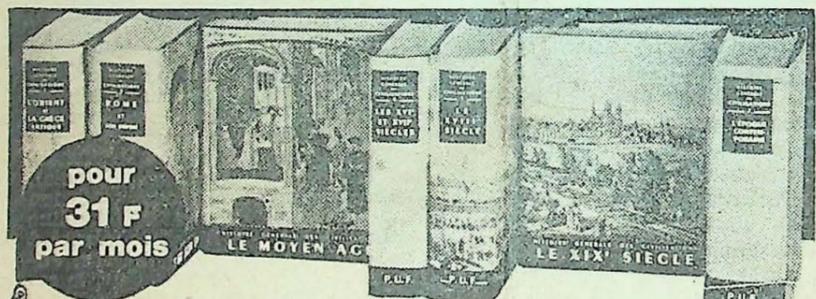
La direction Perrin-Electronique, après cinq semaines de bataille, en a décidé : les portes de l'usine sont définitivement fermées.

Il est dans la nature des choses que les capitalistes agissent comme ils l'entendent, quand et où ils veulent. Ainsi 148 ouvriers sont définitivement licenciés au mépris des lois, des conventions collectives et du plus simple des droits : le droit au travail. La vieille revendication : « La sécurité du lendemain » est toujours actuelle. L'administration, les pouvoirs publics et la vigoureuse action syndicale ont finalement échoué.

Les capitalistes de la C.G.T.V.E. ne voulaient pas de syndicats dans leur maison. On peut se demander si ce n'est pas un prétexte pour cacher leur incapacité notoire dans la gestion d'une entreprise industrielle. Pour masquer leur incohérence dans le choix des investissements (ce n'est un secret pour personne que certains matériels, fort coûteux, ont été inutilisés et inutilisables). Ou bien encore n'est-ce pas une autre façon d'agir contre les travailleurs en assurant que les ouvriers des autres usines feront 45 heures au lieu de 40 pour compenser la perte subie par la fermeture de l'usine de Fallières-St-Nabord.

De n'importe quelle manière, chaque jour apporte une preuve supplémentaire de la justesse de nos vues anticapitalistes. Ce n'est pas le député U.N.R. parachuté à Remiremont en 1962 qui peut assurer les travailleurs de toutes qualifications que l'emploi et le salaire sont garantis en même temps que les conditions de travail sont les meilleures. L'U.N.R. n'a rien d'original. Elle représente le capitalisme et rien que lui. Ils sont au même banc : celui des accusés. Il faudra bien leur ôter toute possibilité de faire ce qu'ils veulent pour leur seul profit et leur seul pouvoir.

Tout a été tenté par les syndicats qui restent en permanence à la disposition des licenciés pour la recherche du travail, la juste répartition des fonds recueillis et mènent l'action pour l'obtention des dommages et intérêts aux travailleurs.



HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

La critique internationale La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire.

complète en 7 volumes illustrés

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et, indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est encore actuellement offerte par la Librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 31 F ou 3 versements en 115 F ou 340 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Il n'y a donc pour vous aucun risque à mettre dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS.
Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 340 F comptant en 3 mensualités de 115 F en 12 mensualités de 31 F.

Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

LUTTE ET FORMATION

L'année 1965 voit se durcir la lutte dans les entreprises. Les travailleurs de Peugeot à Sochaux, de Berliet à Vénissieux, des chantiers navals à Nantes combattent pour obtenir de meilleures conditions de travail, une plus grande sécurité de l'emploi, une amélioration réelle de leur pouvoir d'achat.

Le patronat de combat, soutenu par le pouvoir gaulliste, entend par une soi-disant politique de « stabilisation » accroître les profits capitalistes au détriment de la part revenant aux travailleurs, par la création d'une couche de chômage assez étendue pour décourager les travailleurs d'engager et de mener des actions revendicatives.

Les candidatures à notre stage

Entreprise du 17 au 22 mai s'en sont ressenties. Nos camarades lyonnais se sont fait l'écho des hésitations des camarades à solliciter actuellement des congés pour venir suivre des stages de formation.

Nous regrettons donc vivement d'avoir dû annuler ce stage et nous nous en excusons auprès des camarades qui avaient donné leur inscription.

La formation n'en demeure pas moins un impératif pour tous ceux qui veulent poursuivre un combat efficace. Les prochains stages sont donc maintenus et nous vous invitons à faire connaître votre candidature. Une autre date vous sera ultérieurement indiquée pour le stage « Entreprise ».

NOM
ADRESSE

- désire m'inscrire aux stages suivants (1) :
- 12 au 17 juillet : Le socialisme en pays développé.
 - 2 au 7 août : Les techniques de l'activité politique.
 - 20 au 25 septembre : Les problèmes de la jeunesse.
 - 18 au 23 décembre : Les problèmes ruraux.

(1) Rayer les mentions inutiles et à retourner au service « Formation » du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

1945 La République démocratique allemande 1965

• BERLIN-EST

• Un reportage de B.-A. BRILLE

① Dans une Allemagne délivrée de l'esprit prussien, on célèbre l'écrasement du fascisme hitlérien

BERLIN est pavoisée de drapeaux. Il pleut, mais les banderoles rouges éclatent au vent. Le 8 mai 1965, la Marx-Engels Platz est aménagée de tribunes devant lesquelles — tout à l'heure — défilent des échantillons de la puissance défensive de l'Allemagne de l'Est et de sa protectrice, l'armée soviétique. Camions, tanks, fusées, troupes impeccables passeront, au pas de parade, devant les autorités allemandes, le président Kossyguine, des généraux de toutes armes, des invités de toutes les nations de démocraties populaires, mêlés aux délégués des associations populaires des pays occidentaux, d'anciens résistants et déportés et de nombreux représentants des pays africains et orientaux.

Ce n'est pas à Bonn que l'on célèbre l'élimination du fascisme hitlérien, c'est à Berlin-Est, en République démocratique allemande. De la capitale détruite, s'élève aujourd'hui, dans de larges avenues, des édifices officiels, des hôtels, des immeubles de style fonctionnel certes, mais éclatant de blancheur sous le soleil complaisant. Non loin, des parcs verdoyants, de larges étendues d'eau témoignent que Berlin a retrouvé sa situation privilégiée de ville fleurie. Une petite colline — un gros monticule — recouverte de verdure, c'est l'accumulation des ruines de la guerre sur lesquelles la nature a repris ses droits.

Nous sommes à Berlin-Est, à quelques pas de Berlin-Ouest, tout près du « mur » obsédant, pénible symbole de la division de la nation allemande.

Derrière ce mur se dresse une tour provisoire faite de charpentes métalliques et qui domine la porte de Brandebourg (laquelle est en territoire de l'Est). Sur cette tour, se trouvent les appareils de prises de vues tournés vers la République démocratique ; ils vont filmer les manifestations — militaires — des forces pacifiques du socialisme allemand...

Nous eussions préféré voir défiler une armée de travailleurs nantis de pelles, encadrés de bulldozers et de charrues, plutôt que tout ce matériel de mort.

Mais n'est-ce point là un sophisme dont ne saurait se contenter le réalisme socialiste ?

La manifestation de Berlin fut une démonstration de la volonté du peuple socialiste allemand, décidé à défendre l'idéal mis dans l'édification de la République démocratique.

Mais pourquoi « défendre » ?
« Contre qui » ?

C'est ce que nous allons tenter d'expliquer en remontant ces vingt dernières années de l'histoire de l'Allemagne, histoire qui se confond avec celle de la politique occidentale en Europe.

Le sort de l'Allemagne fut fixé à Potsdam

Berlin écrasée sous les bombardements alliés, il ne restait alors en Allemagne plus guère de demeures dignes de recevoir les chefs de la coalition anti-hitlérienne.

Mais Potsdam est un symbole. Ville de garnison et de résidence des rois de Prusse Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II, Potsdam poursuivit, au cours des sanglantes années du fascisme, la tradition militaire. C'est dans cette ville, le 21 mars 1933, que Hitler, jusqu'alors resté suspect et méprisé par la caste militaire, se fit admettre par les hobereaux prussiens qu'il conviait en les assurant de son rêve de domination et de revanche. Le château de Potsdam devait disparaître sous les bombes, mais l'avance de l'armée soviétique évita la destruction des œuvres d'art, parures de la ville. Ce fut le cas du château de *Cecilienhof*, aujourd'hui transformé en musée national.

En 1916, alors que la guerre faisait

rage devant Verdun, Guillaume de Hohenzollern fit construire pour sa femme Cécile un somptueux édifice de style anglais au milieu d'un admirable parc. Il dépensa 8 millions de marks d'or, dont 4 rien que pour l'aménagement intérieur. C'est dans le château de Cecilienhof que se tint la conférence des alliés de la coalition anti-hitlérienne d'où devait sortir les accords de Potsdam, prévoyant la création d'une Allemagne pacifique et démocratique.

La conférence se déroula du 17 juillet au 2 août 1945. Staline était entouré de Molotov, Gromyko, Vychinsky, des généraux Antonov et Kouznetsov.

Jusqu'au 25 juillet, la délégation britannique était dirigée par Churchill. Après la victoire travailliste de juillet 1945, Churchill céda la place à Attlee et Anthony Eden fut remplacé par Bevin.

La délégation des U.S.A. était composée du président Harry Truman, du ministre des Affaires étrangères James Byrnes, du général Marshall, de l'amiral D. Leahy et de l'ambassadeur Aversell Arriman. Parmi les correspondants de presse, se trouvait

poussa le projet américain en motivant que « la volonté du peuple de réaliser son unité politique serait toujours très forte et que le morcellement territorial inclurait à la fois le danger d'un nouvel essor des tendances nationalistes ».

La position réaliste de l'U.R.S.S. devait rester, par la suite, inchangée.

Deux autres projets de division furent élaborés, ensuite, en 1944. L'un, pensé par Summer Welles, prévoyait trois Allemagnes : l'Allemagne Occidentale, l'Allemagne Orientale et l'Allemagne du Sud. L'autre plan, exposé à Québec par le ministre des Finances des Etats-Unis, Morgenthau, proposait une division tripartite : Allemagne du Nord, Allemagne du Sud et une zone internationale contrôlée par les Nations Unies. La Sarre et les régions avoisinantes devaient être incorporées à la France. Le but de Morgenthau — porte-parole des industriels américains — résumé dans ces mots, était de transformer l'Allemagne : « Terre arable et pâturage ».

L'Angleterre devait recevoir un crédit d'après-guerre de six milliards et demi de dollars et le bénéfice des marchés allemands pour le fer et l'acier.

Naturellement, en octobre 1944, l'Union Soviétique rejeta ce projet qualifié d'« indiscutable ».

Enfin, lors de la conférence de Potsdam (nous sommes alors en juillet-août 1945), les Etats-Unis proposèrent une fois encore un plan de

Et maintenant...

La division de l'Allemagne en quatre zones d'occupation n'inclinait nullement une partition géographique du territoire.

Bien au contraire, le Contrôle allié sur la vie économique de l'Allemagne devait « garantir une distribution égale des marchandises substantielles parmi les différentes zones, pour créer une vie économique équilibrée dans toute l'Allemagne ». L'idée d'unité économique de l'ensemble de l'Allemagne apparaît d'ailleurs textuellement dans les accords de Potsdam.

Mais il apparut, assez rapidement, qu'une très profonde opposition se creusait entre l'attitude des dirigeants allemands de la zone sous contrôle soviétique et ceux des trois zones occidentales.

Le tableau des manquements allés, nous l'avons pris dans une publication éditée à Potsdam.

Nous reviendrons plus tard sur la dénazification dans les différentes zones.

— Le 6 août 1946, d'après la brochure, la Chambre des députés du pays de Rhin septentrional - Westphalie approuva une loi sur la socialisation des houillères. Mais le 26 août 1947 les trois commandants militaires occidentaux à Berlin rejetèrent la loi promulguée sur la socialisation.

— Le 1^{er} janvier 1947 : création de la bizonie.

— Le 29 mai 1947 : accord anglo-américain soustrayant la bizonie de la compétence du Conseil de contrôle des alliés.

— 1948 : création de la trizone.

— 20 juin 1948 : réforme monétaire séparée.

— 23 juin 1948 : introduction de la réforme monétaire à Berlin-Ouest.

— 5 décembre 1948 : élections séparées du conseil municipal, accomplissant la division de Berlin.

— 21 décembre 1948 : constitution d'une kommandantur tripartite séparée à Berlin.

— Février 1948 : à Londres, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg établissent un plan concret pour un Etat ouest-allemand.

— 23 mars 1948 : arrêt des travaux du Conseil de contrôle allié.

— Juin 1948 : résolution occidentale sur la fondation de l'Etat ouest-allemand.

— Septembre 1948 : formation d'un « Conseil parlementaire » pour élaborer la constitution de l'Etat séparé.

— 8 avril 1949 : proclamation du statut d'occupation dans lequel le monopole des puissances d'occupation occidentales est assuré par la « Haute Commission Alliée » des trois puissances, constituée le 20 juin 1949.

— Enfin, le premier gouvernement ouest-allemand de la République fédérale est formé le 20 septembre 1949 avec, à sa tête, Konrad Adenauer.

La rupture avec l'Allemagne de l'Est était consommée. Potsdam entraînait dans l'Histoire, une Histoire dont on voudrait bien effacer la mémoire. Ainsi parlait Adenauer en 1953 :

« Bismark a parlé de son cauchemar causé par les coalitions contre l'Allemagne. Moi aussi, j'ai mon cauchemar, il s'appelle Potsdam. »

La porte de Brandebourg, arche de la paix

Ce ne fut qu'en juillet 1945, c'est-à-dire deux mois après la libération de Berlin, que des troupes américaines, britanniques et françaises vinrent à Berlin, en vertu d'accords interalliés provoquant, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, que l'Allemagne — indépendamment de sa division en quatre zones d'occupation — devait être considérée comme une entité économique et que la population allemande devait être traitée de la même façon dans toutes les zones d'occupation. L'autorité suprême, exercée par le Conseil de contrôle, devait siéger dans la capitale allemande. C'est



(Photo Tribune.)

La porte de Brandebourg : arche de la paix.

un jeune officier de marine : le futur président John Kennedy.

Le gouvernement provisoire de la République française ayant été admis au contrôle et à l'occupation de l'Allemagne, la France était représentée par un observateur politique. On sait qu'une profonde opposition s'était élevée contre la présence de la France — alors sans gouvernement définitif — à cette conférence. Les accords furent néanmoins signés par notre pays.

Ce que contiennent les accords de Potsdam et ce qu'il en advint

Tout d'abord — et pour l'Histoire — il est bon de savoir que l'accord définitif ne fut pas facilement réalisé. Cinq projets successifs avaient été jusqu'alors élaborés. Déjà, à Téhéran, en 1943, Roosevelt avait proposé un plan où il prévoyait la division de l'Allemagne en cinq pays. Il fut soutenu par Winston Churchill qui, disait-il, « craignait beaucoup la puissance d'une Allemagne unie ».

Mais la délégation soviétique re-

division tripartite : Allemagne du Nord (capitale Berlin), Allemagne Occidentale (avec la Ruhr et la Sarre), Allemagne du Sud (capitale Vienne) avec la Bavière, le Wurtemberg, Bade, l'Autriche et la Hongrie.

On voit la continuité de l'idée de partition chez les Américains. On peut déceler assez facilement l'intérêt d'une telle division, supprimant le potentiel industriel allemand au bénéfice des capitalistes anglo-américains.

L'attitude de l'Union Soviétique bloqua tous ces projets. Les accords définitifs de Potsdam précisent :

« Le nazisme et le militarisme allemands seront extirpés et les Alliés, au présent et à l'avenir, prendront, après s'être concertés, d'autres mesures nécessaires pour que l'Allemagne ne puisse plus jamais menacer ses voisins ou la paix du monde. Les Alliés doivent donner au peuple allemand la possibilité de se préparer à bâtir de nouveau sa vie sur une base démocratique et pacifique. »

L'Allemagne devait être traitée comme un ensemble uni malgré ses quatre zones d'occupation soumises à un pouvoir suprême pendant la période d'occupation ; le Conseil de contrôle allié.

La République démocratique allemande (suite)

pourquoi Berlin fut occupé par les quatre alliés (U.S.A., Grande-Bretagne, U.R.S.S., France) et devint le siège du Conseil de contrôle.

C'est la politique systématique de division de l'Allemagne qui a détaché du territoire de l'Allemagne de l'Est les trois secteurs occidentaux de Berlin.

C'est à Berlin-Ouest que s'est concrétisée, de façon parfois dramatique, la politique de guerre froide menée contre la Russie soviétique.

La République Démocratique Allemande dénonce les agissements provocateurs d'éléments télécommandés qui, profitant de la frontière ouverte, introduisaient en Allemagne de l'Est des espions et agents de subversion qui ont provoqué des dommages considérables.

Les deux parties de la ville communiquaient par de nombreuses rues ainsi que par le métro souterrain et le chemin de fer urbain. Plus de 100.000 personnes passaient chaque jour la frontière dans les deux sens. Un émetteur fonctionnant en secteur américain et un émetteur allemand dit « Berlin libre » ont joué un rôle considérable.

Les autorités de la R.D.A. ont dénoncé des actes de sabotage nombreux : incendie, le 7 août 1961, des abattoirs de Berlin ; denrées alimentaires détruites. Les dégâts matériels sont évalués à 300.000 marks. D'autre part, des incitations pressantes ont provoqué des trafics de techniciens, de savants et d'ouvriers au bénéfice des trusts industriels créés concurrentiellement à Berlin-Ouest : optique, chimie, construction mécanique, industrie du verre, etc. On dit que des primes élevées étaient accordées à ceux qui racolaient de la main-d'œuvre qualifiée en R.D.A.

De plus, le cours du change, fixé arbitrairement, était très défavorable à la R.D.A. Dans les bureaux de change de Berlin-Ouest, on vendait un mark ouest contre quatre ou cinq marks R.D.A. Les trafiquants de la spéculation réalisaient des profits énormes grâce à ce marché noir. L'Allemagne de l'Est estime à 30 milliards de marks le préjudice commis contre l'économie de la R.D.A.

Il faut encore souligner que plus de 50.000 habitants de Berlin-Est s'en allaient travailler à l'Ouest. Ces travailleurs bénéficiaient cependant des lois sociales favorables de la R.D.A. :

loyers très bas, services sociaux, etc., sans que leur travail profitât à la communauté socialiste, alors qu'au contraire ils contribuaient à déséquilibrer la balance monétaire et commerciale.

Cette politique, qui tendait à provoquer de graves mécontentements et dissensions au sein de la population était soutenue par une provocation constante du parti militaire de l'Allemagne de l'Ouest. Lorsque le ministre ouest-allemand de la Guerre, Joseph Strauss, donna l'ordre d'appeler 20.000 réservistes sous les drapeaux, de prolonger de six mois le temps de service militaire, la R.D.A. crut que la reconquête armée de l'Allemagne de l'Est était imminente et que Berlin allait devenir l'avant-poste d'où partirait l'étincelle qui déclencherait la guerre civile.

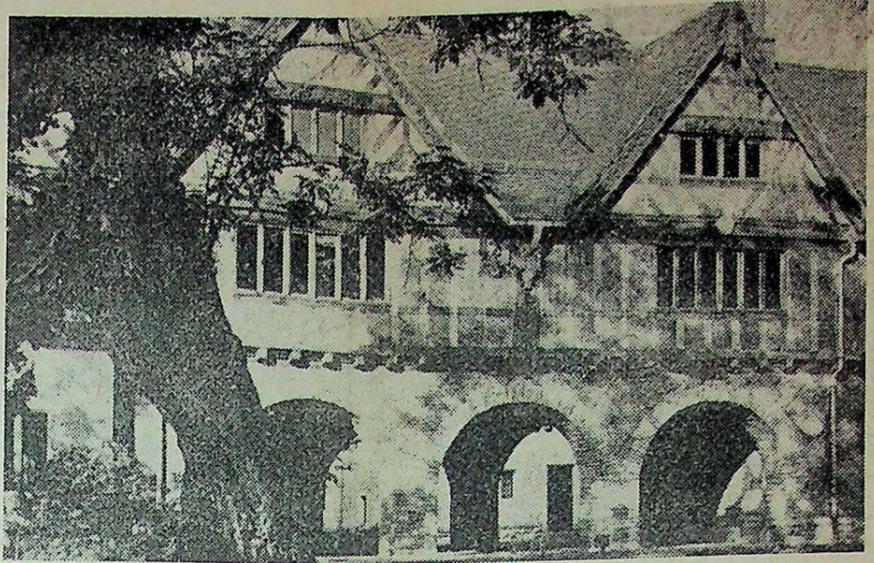
C'est alors que la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande, en accord avec les Etats membres du traité de Varsovie, décida d'instaurer, à la frontière de la R.D.A., une réglementation stricte.

La porte de Brandebourg était fermée au rêve des généraux ouest-allemands.

Le mur de Berlin fut construit dans la nuit du 12 au 13 août 1961. En trente minutes, toutes les communications routières et ferroviaires furent barrées et protégées par les membres des milices ouvrières des entreprises nationalisées, la police populaire et l'armée.

La frontière d'Etat de la R.D.A. avec Berlin-Ouest a une longueur totale de 164 km dont 45 km passent à travers la ville. Dans Berlin, sept points de passage sur la voie publique assurent le trafic Est-Ouest ; de plus, il y a un point de contrôle ferroviaire à la gare de Friedrichstrasse et deux points de contrôle fluviaux. Il paraît qu'environ 9.000 visiteurs étrangers et ouest-allemands utilisent chaque jour ces points de passage.

Cependant, alors que la R.D.A. accorde aisément le visa de passage pour aller à Berlin-Ouest ; alors que les citoyens de l'Ouest peuvent venir à Berlin-Est sur simple présentation de leurs papiers d'identité, les Allemands de l'Allemagne de l'Est (et de Berlin-Est naturellement) doivent demander un visa spécial à la Commission interalliée qui siège à Berlin-Ouest. La non-reconnaissance officielle de la République Démocratique



(Photo Tribune.)

C'est là que ce tint la conférence de Potsdam.

Allemande et l'hostilité non déguisée des Occidentaux rendent à peu près impossible l'octroi de la liberté de circuler pour les Allemands de l'Est, tant en Allemagne de l'Ouest qu'à l'étranger (sauf vers les pays de démocratie populaire qui ont reconnu l'existence de la R.D.A.).

La situation d'un Berlin coupé en deux, à 160 km de la frontière de l'Allemagne de l'Ouest, est un anachronisme qui ne peut durer valablement. Il est vrai que l'existence de deux Berlins antagonistes est l'expression d'une politique dangereuse pour la paix. Des négociations pacifiques sont proposées inlassablement par le gouvernement de la République Démocratique Allemande. Une coexistence pacifique est possible dans l'immédiat et sanctionnerait un accord de raison et de bonne volonté.

La R.D.A. a proclamé à plusieurs reprises sa volonté de conclure des accords concernant le transit pacifique sur son territoire et de donner les garanties nécessaires pour l'accès à Berlin, ville libre. Si de tels accords se réalisaient, nul doute que ce serait là un triomphe de la coexistence pacifique en Allemagne, avec la perspective d'une confédération allemande libre à laquelle adhérerait

Berlin-Ouest. Ainsi seraient jetées les bases futures d'une réunification de l'Allemagne tout entière.

C'est l'état d'esprit qui existe en Allemagne de l'Ouest qui doit être modifié. Le militarisme et l'esprit revancharde sont des séquelles qui doivent être combattues et anéanties. C'est le contrecoup de cette politique qui crée l'ambiance tendue que l'on découvre à Berlin-Est et l'angoisse permanente des habitants.

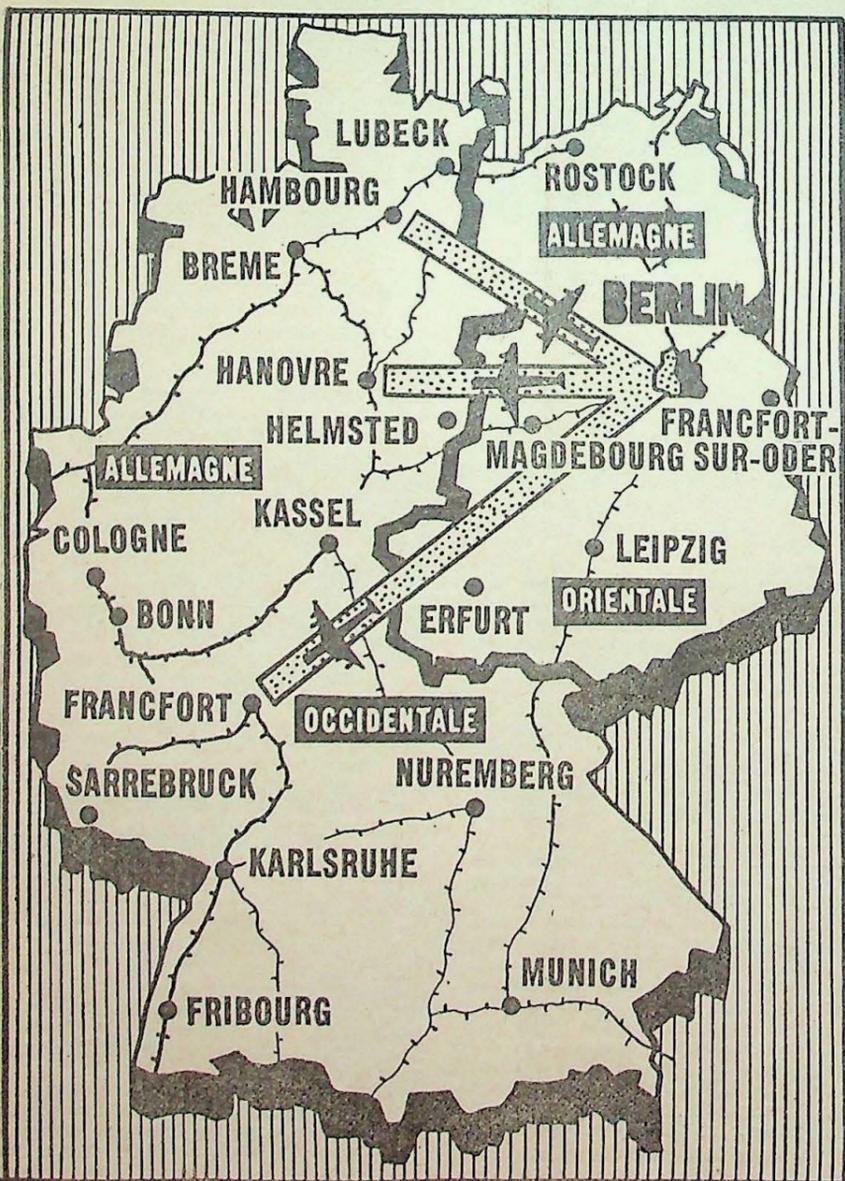
Berlin, c'est le type même de l'erreur commise par les vainqueurs qui ont durement payé leur victoire sur le nazisme. Berlin pourrait être le pôle de la paix en Europe et aussi l'amorce d'une véritable politique européenne. Mais cela dépasse singulièrement la seule volonté des Allemands. Berlin est la pierre de touche du capitalisme mondial et du socialisme international.

La porte de Brandebourg sera-t-elle un jour la porte de la paix ?

B.-A. Brille.

Prochain article :

La R.D.A., pays socialiste



(Photo Agip.)

Les couloirs aériens et les autoroutes d'accès à Berlin.

VARIÉTÉS

Festival international de chant choral de Gagny

La culture populaire, dont on parle beaucoup, mais à laquelle on consacre bien peu de crédits, a pourtant ses apôtres. En effet, il faut bien parler d'apostolat, lorsque, sans argent, avec une demi-heure supplémentaire arrachée à l'inspection académique, l'aide totale, mais dénuée de moyens matériels du Cercle laïque de Gagny, des gens comme François Terral, Mlle Lipschitz, Barret, Micheline Collot arrivent à mettre sur pied des chorales qui soutiennent la comparaison avec les célèbres chorales d'outre-Rhin. C'est ce dont on a pu se rendre compte, samedi dernier, à la salle des Fêtes de Gagny : la chorale Clairs Echos de Gagny, la chorale Pasteur de Villemomble recevaient le Distler Singkreis de Stuttgart et donnaient avec lui un programme commun. Ce qui est tout de même autre chose que de recevoir les Allemands au camp de Mailly, pour des manœuvres militaires !

Où se recrutent les chanteurs de ces chorales ? A l'école primaire et au C.E.G., ou parmi des adultes, qui, après le travail de bureau ou d'usine, viennent chanter dans la joie. Chanter quoi ? Des chansons modernes harmonisées par les animateurs, professeurs de chant aussi grands artistes que techniciens impeccables : des œuvres plus ou moins connues de grand compositeurs : une Pavane du XV^e siècle, de Beethoven, du Haendel, du Schumann, du J.-P. Rameau, du Brahms, et pour terminer, une Cantate de Bach. Le quatuor Micheline Collot a exécuté devant ce public de Villemomble et de Gagny, venu là par amour de la musique, un quatuor de

Mozart avec flûte qui fut écouté avec une grande attention et applaudi à tout rompre.

Comment ces professeurs de chant arrivent-ils à de pareils résultats ? Avec seulement deux répétitions par semaine, en se consacrant avec foi à cette tâche, ils obtiennent d'enfants et d'adultes sans connaissances musicales particulières, une perfection digne de professionnels. Tout cela en faisant partager à leurs choristes leur ardent amour de l'art. Dans le cadre de l'école laïque, de cette école dont la mission fut toujours l'éducation du peuple, ils sont là, contre vents et marées, une poignée de passionnés de musique, qui veulent empêcher les gosses de devenir des blousons noirs et les adultes de sombrer dans l'ennui ou de s'abrutir devant une télévision téléguidée.

Yvonne Pierre.

PANTHÉON 13, rue Victor-Coustan
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 26 mai au 1^{er} juin

LES CLAIRONS DE LA PEUR

AU MEME PROGRAMME :
LA COURSE DE TAUREAUX

CINÉMA

Schoendoerffer (La 317^e Section)
"J'espère tourner un policier"



Catapulté au premier rang de la mise en scène française. (Photo P. Tremblay.)

Villa Dupont habite le clan Schoendoerffer. Une maison bourgeoise bien carrée donnant sur une ruelle du XVI^e arrondissement, à deux cents mètres de la station de métro « Argentine ». Chaque Schoendoerffer a une sonnette. J'appuie sur celle de Pierre, le réalisateur de « La 317^e Section ». Devant moi, un homme de trente-sept ans. Élégant, fumant des cigarettes américaines. Sur la porte d'entrée de son appartement, perché au troisième étage de la bâtisse familiale, est fixée par des punaises l'affiche de son dernier film. L'intérieur est à l'image de la maison : tranquillement bourgeois. Les fauteuils sont moelleux, la bibliothèque richement garnie, le whisky bon. Le port d'attache de Pierre Schoendoerffer. Entre deux voyages, il y retrouve sa femme et sa fille. D'origine alsacienne, mais né dans le Puy-de-Dôme, Pierre Schoendoerffer vient, avec un titre, d'être catapulté au premier rang de la mise en scène française.

— Êtes-vous surpris du succès de votre film ?

— Oui et non. En réalisant « La 317^e Section », j'ai donné le meilleur de moi-même : sept semaines de tournage au Cambodge durant lesquelles j'ai joué au quille ou double. En cas d'échec, j'abandonnais définitivement le long métrage pour me consacrer entièrement au reportage.

— Parlez-moi de vos débuts...

— Ils remontent à la guerre d'Indochine. Pour vous le situer, le Schoendoerffer de cette époque-là, sachez que je venais de burlinguer pendant dix-huit mois sur un cargo suédois. J'avais à peine dix-neuf ans. Mon premier départ en Asie, je le dois à un article de Bromberger. Il était consacré aux caméraman du Service cinématographique des Armées en Indochine. Ce fut le coup de foudre. Moins d'un mois après la lecture de l'article, je signais un engagement de deux ans du S.C.A. Je débarque à Saïgon en 1952, connaissant assez mal mon métier — entre nous, j'avais un peu bluffé sur mes capacités de cinéaste. Tout de suite, on m'envoie dans le « grand bain ».

Schoendoerffer participe à la bataille de Dien-Bien-Phu où il fut fait prisonnier. Libéré, il se livre en Malaisie à de nombreux reportages photographiques pour le compte des Américains. Ils paraissent dans « Look » et « Life ». Avec l'argent gagné (beaucoup, dit-il), l'ancien correspondant de guerre voyage autour du monde, s'arrêtant à Hollywood et au Japon pour y effectuer des stages dans les studios de cinéma. Il rentre en France en juillet 1955. Deux jours après son débarquement au Havre, Pierre Schoendoerffer est embauché par Pathé. Sur-le-champ il est en-

voqué au Maroc où gronde la révolution.

— Quels sont vos premiers pas en qualité de réalisateur ?

— D'abord un court métrage sur la danse produit par Eddie Constantine. Je n'étais qu'assistant-réalisateur. Mon premier vrai film je l'ai tourné avec Jacques Dupont : « La Passe du Diable », d'après un scénario de Joseph Kessel. L'histoire se déroule en Afghanistan. Nous avions Raoul Coutard comme chef opérateur.

— Vous adaptez ensuite deux romans de Pierre Loti.

— En effet, je mets en scène « Ramuntecho » et « Pêcheur d'Islande ». Ces deux films n'ont pas eu un gros succès commercial. Loti est un auteur démodé. Après leurs demi-échecs, je pars au Yémen et en Algérie, pour la Télévision.

Profondément marqué par son expérience indochinoise, Pierre Schoendoerffer s'attelle à la rédaction d'un roman contenant un épisode de cette douloureuse aventure. Le livre, publié à la « Table Ronde », s'intitulera « La 317^e Section ».

— Dans quel style avez-vous tourné « La 317^e Section » ?

— Grâce à Raoul Coutard, j'ai pu adopter le ton des actualités, mais sans leurs défauts techniques. Je n'ai pas cherché de figures de style compliquées, de prouesses formelles. Au contraire, j'ai essayé de placer la caméra toujours à un endroit où pouvait se trouver un soldat. Il n'y a donc pas de cadrages qui ne soient logiques.

— Croyez-vous que se battre est grand ?

— Je ne sais pas si se battre est grand mais je sais que risquer sa vie et accepter de la risquer est grand et, d'un autre côté, accepter de tuer des gens en face de soi, c'est redoutable. C'est une action presque animale...

« Je crois que l'homme de guerre est à la fois grand et redoutable. Les gens sont toujours les mêmes en temps de paix et en temps de guerre, seulement, en temps de guerre, ils ont plus de moyens. Dans la vie normale, les gens s'insultent pour un parking et quelquefois, ils en meurent, mais à la guerre, ils ont des armes qui décuplent leur passion, leur personnalité en bien comme en mal. »

— Vos projets, Pierre Schoendoerffer ?

— J'écris actuellement un roman policier. J'espère en faire un film et si cela est possible avec comme interprètes principaux Robert Mitchum et Bruno Cremer. J'aimerais aussi réaliser un western...

Interview recueillie par J.-Claude Cayeux.

LIVRES

De l'Etat socialiste. L'Expérience soviétique par Jean DRU

Il y a 2 ans paraissait, sous le titre Le Pari démocratique, un petit livre dont nous avons marqué ici le grand intérêt. Nous y avions vu une très utile contribution aux réflexions de tous ceux qui travaillent à la réunification des forces socialistes, au sens le plus large du terme. Bien qu'il ne portât qu'un seul nom d'auteur, Jean Dru, ce livre était, paraît-il, le fruit d'un travail collectif de militants communistes. Pour la première fois, des hommes demeurés fidèles au P.C. osaient déclarer que celui-ci porte sa part de responsabilités dans les difficultés que rencontrent les tentatives d'unité d'action. La conséquence logique de cette constatation était tirée : le P.C. doit, lui aussi, faire son examen de conscience et procéder à certaines révisions dans sa tactique, sinon dans sa doctrine.

L'équipe a poursuivi son travail de réflexion : sous le même nom d'auteur vient de paraître un nouveau livre, beaucoup plus volumineux que le précédent : « De l'Etat socialiste. L'Expérience soviétique » (1).

Soulignons, pour prévenir toute déception des lecteurs, cette juxtaposition de deux formules. Le présent volume se propose seulement de répondre aux questions suivantes : pourquoi le régime de l'Union Soviétique post-stalinienne ne peut-il être considéré comme le modèle d'un Etat socialiste adapté au monde actuel ? Par quelles mutations peut-il se rapprocher du modèle théorique ? Le modèle nous sera décrit par les auteurs ultérieurement dans un autre essai.

Il faut dire aussi que cette étude s'adresse en tout premier lieu, nous semble-t-il, à des communistes, à des militants qui demeurent attachés pour l'essentiel au léninisme et aux yeux de qui l'actif l'emporte sur le passif dans le bilan des quarante-cinq années de l'histoire de l'Union Soviétique.

La réalité présente

Le lecteur socialiste en effet sera tenté plus d'une fois de faire des réserves. Il demandera par exemple si le léninisme, dans sa théorie comme dans sa pratique, ne portait pas en germe le stalinisme, si déjà certaines des vingt et une conditions de 1920 ne devaient pas fatalement conduire aux déviations autoritaires du « centralisme démocratique » et à la domestication de tous les partis de la III^e Internationale. Il faudra bien qu'un jour ce débat soit abordé, car il ne serait pas une vaine controverse sur un passé qui ne peut être aboli : il surgira inévitablement au cours des discussions sur l'unité socialiste dans les pays de l'Europe occidentale.

On ne saurait du reste reprocher aux auteurs de ne l'avoir pas ouvert ici. Ils ont voulu seulement considérer la réalité présente : l'Union Soviétique telle qu'elle est, modelée par quarante-cinq ans d'existence, devenue la deuxième puissance mondiale. L'objet du livre était de procéder à un examen critique de cette réalité, à une estimation des chances d'évolution vers le modèle théorique de l'Etat socialiste. Il faut attacher un grand prix au fait que des communistes aient entrepris cette recherche avec une liberté d'esprit encore exceptionnelle.

Entretenir un mythe

Peut-être les auteurs se sont-ils un peu trop attardés à faire le procès du stalinisme et de ses séquelles. Plus de brièveté sur cette matière eût sans doute donné plus de relief et de netteté à la partie originale de leur étude : l'analyse des contradictions de la Russie d'aujourd'hui. Voici l'essentiel de la thèse sur ce point :

Les dirigeants actuels proclament que l'Etat soviétique doit être « l'Etat du peuple tout entier ». Mais en même temps ils continuent à affirmer que la classe ouvrière doit exercer un rôle dirigeant. Or, dans un pays où la propriété individuelle des usagers de production et d'échange a été abolie, la classe ouvrière est devenue « une simple catégorie socio-professionnelle de travailleurs manuels de l'industrie ». Pourquoi, dès lors, lui attribuer ce rôle dirigeant, si ce n'est pour entretenir un mythe qui sert de para-

vent au monopole du pouvoir détenu par l'appareil du parti ?

Autre contradiction, plus grave encore parce qu'elle risque d'être une entrave au développement économique qui est la condition du succès final : « Actuellement, face à la direction du parti, il n'y a rien, le centralisme démocratique étant lui-même totalement poussé par le poids de l'appareil et l'emprise qu'exerce sur lui le noyau dirigeant... Les auteurs du bilan sont en même temps juge et partie. » Autrement dit, en raison de la compétence universelle que continue à s'attribuer le parti, tâches politiques et tâches techniques sont confondues, toujours au détriment des secondes, bien entendu. Une « caste sacerdotale ne laisse aucune autonomie, même dans leur domaine propre, aux économistes, aux ingénieurs et aux techniciens, aux professeurs et aux hommes de science. Il y a antinomie entre cette conception de l'autorité et la complexité d'une société industrielle moderne.

C'est sur l'existence de ces contradictions que les auteurs du livre fondent leur espoir d'une évolution de sens démocratique : « Le poids des producteurs gestionnaires et des équipes qui s'autodéterminent dans leur travail en raison de leur savoir scientifique et technique ne cesse de s'élever et tend à contrebalancer celui des gestionnaires professionnels. Le développement des forces productives met spontanément en jeu des mécanismes générateurs de rapports démocratiques entre dirigeants et dirigés. Il est un facteur objectif de démocratisation. »

Les risques d'un retour en arrière

Il est probable que cette analyse est une explication de la déstalinisation. Les causes qui ont joué en une première occasion peuvent donc encore produire de nouveaux effets de même nature. Les auteurs énoncent une autre raison d'espérer une plus grande libéralisation : la crise internationale du communisme, la pression que peuvent exercer les partis communistes étrangers contraints, s'ils ne veulent pas rester inefficaces, à chercher les moyens de sortir de leur isolement.

C'est bien possible. Et comment ne pas le souhaiter ? Il est évident que l'évolution intérieure de la Russie pèsera d'un grand poids sur les débats entre communistes et socialistes dans les pays de l'Europe occidentale et sur les chances de reconstituer l'unité. On peut se demander cependant si les auteurs n'ont pas sous-estimé les risques d'un retour en arrière. Aucun changement institutionnel de nature à les éliminer n'a encore eu lieu. On peut aussi considérer que les conditions posées pour une libéralisation du régime sont insuffisantes. Une formule revient souvent dans ce livre : limitation de la compétence du parti au domaine politique. Qu'est-ce à dire ? Peut-on établir aisément une frontière entre la politique et... le reste, l'économie, la culture ?... Un parti unique (car il semble bien que Jean Dru s'en tienne à ce système) peut-il assurer une véritable liberté d'information et de discussion ? Peut-on concevoir des libertés cloisonnées en quelque sorte, limitées aux domaines de l'économie et de la culture, la politique demeurant un domaine réservé ? Réservé à qui ? Autant de questions que fait surgir cette lecture et qu'ici nous devons naturellement nous borner à poser.

Peut-être seront-elles abordées dans le livre qui nous est annoncé. Nous l'attendons avec impatience. Car, si importante que soit pour tous l'évolution du régime russe, nous souhaitons surtout connaître ce qui nous concerne plus directement : quelles conclusions tirent de cet examen critique, en vue de leur action, des communistes vivant en Europe occidentale, ayant à agir dans les démocraties capitalistes telles qu'elles sont aujourd'hui ?

En attendant, il vaut la peine de lire cette première étude sur l'Etat socialiste.

Robert Verdier.

(1) Editions Julliard, 260 pages.

UN CONGRÈS SOUCIEUX DES RÉALITÉS

Le XXXV^e Congrès de la C.G.T., qui vient de se tenir à Ivry-sur-Seine, a été un congrès sans histoires. Tout s'y est déroulé comme dans un ballet soigneusement réglé à l'avance : depuis l'interminable rapport inaugural de Léon Mauvais jusqu'au discours de clôture de Benoît Frachon, en passant par l'accueil enthousiaste réservé au couple des cosmonautes soviétiques. Applaudissements unanimes, vote des résolutions par l'ensemble des délégués, aucune intervention discordante : tout se passe comme si la première centrale syndicale française, sûre de sa force — « nous avons augmenté nos effectifs de 20 % depuis 1959 », a dit Benoît Frachon — ne se posait aucun problème.

En fait, l'observateur attentif a pu discerner au cours de ce congrès un souci des réalités peut-être plus grand que par le passé. Volonté de gagner à soi les différentes catégories de travailleurs, en particulier les cadres et les techniciens, souplesse et souci de coordination dans les actions revendicatives, réalisme dans les revendications, souci d'aboutir à des négociations avec le patronat et d'obtenir des garanties de salaires, attaques contre la politique économique et sociale du gaullisme nuancée par la reconnaissance des traits positifs de sa politique extérieure, importance accordée aux contacts internationaux, notamment avec les syndicats des pays du Marché commun, réaffirmation de la nécessité de l'unité syndicale et souci d'organiser l'unité d'action entre les centrales : telles furent, à travers les rites et les professions de foi formulées souvent dans un langage très traditionnel, les préoccupations essentielles du congrès. Un certain rajeunissement de la centrale s'est également manifesté par la moyenne d'âge des délégués qui était de trente-sept ans, ce qui ne s'était jamais vu.

Sans doute, Léon Mauvais et Benoît Frachon ont redit l'un et l'autre le vieux langage. Ils ont exalté « la conscience de classe », dénoncé « la malfaisance des monopoles » dont le pouvoir gaulliste et son plan de stabilisation sont l'expression politique. Benoît Frachon, réélu secrétaire général — en attendant peut-être de se voir désigné par son parti comme candidat à la présidence de la République — a critiqué avec la verve sarcastique qu'on lui connaît « l'humanisation du capitalisme » et « le socialisme particulier qui se dit moderne ».

Pierre Le Brun n'est pas intervenu dans les débats, mais il a abondamment signé son livre « Questions actuelles du syndicalisme » à la librairie du congrès. Il a d'ailleurs été réélu secrétaire confédéral, ainsi que notre camarade Jean Schaeffer. Le fait marquant de ce congrès, en ce qui concerne les hommes, est sans doute la montée au bureau confédéral de Georges Seguy, secrétaire de la puissante fédération des cheminots. Agé de trente-huit ans, membre du bureau politique du P.C. depuis 1956, Seguy est le bouillant porte-parole de l'orthodoxie.

Grouper les différentes catégories de travailleurs

UN des passages les plus intéressants du rapport inaugural de Léon Mauvais et un souci fréquemment exprimé par les délégués concerne la participation à l'action syndicale des différentes catégories de travailleurs : les femmes, les jeunes, les cadres, les immigrés.

Léon Mauvais a bien situé le problème en indiquant qu'un salarié sur trois est une femme et en soulignant l'importance de la campagne lancée par la C.G.T. pour la réduction du temps de travail féminin. Le porte-parole du bureau confédéral a également insisté sur le fait que bientôt un Français sur trois aura moins de 20 ans. Il a déclaré d'autre part que les travailleurs immigrés constituent un septième de la main-d'œuvre; il a dénoncé l'exploitation dont ils sont victimes de la part du patronat et souligné la nécessité de les aider à lutter contre cette exploitation.

Le travail en direction des cadres et techniciens, dont le nombre va croissant, a fait l'objet d'une attention particulière. Le rapporteur a montré qu'on pouvait convaincre les cadres que la lutte des classes n'est pas « périmée et stérile » (comme le déclarait un dirigeant de la C.G.C., pour le vingtième anniversaire de celle-ci), qu'elle résulte de la loi du profit, plus que jamais à l'honneur, de l'appropriation privée des fruits du travail social. Le congrès de l'U.G.I.C. (qui groupe les ingénieurs, cadres et techniciens

de la C.G.T.) s'était d'ailleurs tenu à Ivry à la veille du congrès confédéral. La C.G.T. entend disputer à la C.G.C. la clientèle des cadres.

Pour des garanties de salaires

LES orateurs du congrès ont insisté sur l'importance des actions revendicatives engagées dans le secteur privé. Ils se sont attachés à montrer que les luttes partielles adaptées aux différentes entreprises et catégories n'étaient pas contradictoires avec des mouvements plus vastes. Léon Mauvais n'en a pas moins mis en garde contre le danger corporatiste, face à un patronat de plus en plus concentré et soutenu par le gouvernement.

La résolution d'orientation se prononce pour un regroupement des forces de gauche sur la base d'un programme de renouveau démocratique qui comprend notamment de nouvelles nationalisations. Une telle orientation s'oppose naturellement aux projets de Gaston Defferre auxquels Seguy a fait allusion (après Léon Mauvais et avant Benoît Frachon) en déclarant avec sa vivacité habituelle : « Combien sont ridicules les combinaisons exhumées des cendres de la IV^e République sur des formules de troisième force baptisées du nom de fédération. »

Cette prise de position de la C.G.T. a son importance, indépendamment des réserves formulées par les autres centrales sur le « contact de progrès » de Defferre. On voit mal comment le maire de Marseille accédant au pouvoir pourrait appliquer son programme sans la participation de la plus grande organisation syndicale de ce pays.

En ce qui concerne les revendications, le congrès a demandé la fixation du S.M.I.G. à 2,60 F de l'heure et le retour à la semaine de quarante heures en cinq jours sans diminution de salaires. A noter que le congrès s'est prononcé pour l'extension de ces mesures à l'agriculture où elles sont encore plus difficiles à obtenir que dans l'industrie.

D'autres revendications ont également un caractère classique : augmentation des retraites, avec avancement de l'ouverture des droits à pension à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes ; généralisation, par la voie législative, de la quatrième semaine de congés payés ; augmentation des prestations familiales.

Plus nouvelle est la revendication de salaires garantis (horaires, mensuels ou annuels) dans le secteur privé, revendication qui s'accorde avec la tendance croissante à la planification de l'économie. L'indemnisation du chômage total et partiel — importante en raison de la conjoncture — va dans le même sens.

L'accent a été mis, d'autre part, sur le fait qu'il ne fallait pas s'en tenir, en matière de droits syndicaux, aux conquêtes d'il y a un demi-siècle : d'où la nécessité de conclure des conventions collectives garantissant et améliorant les conditions de travail et les libertés syndicales. Cependant, à l'heure actuelle, le patronat ne paraît guère disposé à traiter avec la C.G.T., non plus qu'avec la C.F.D.T., au moins au niveau confédéral. Le C.N.P.F. préfère discuter seulement avec Force Ouvrière de l'extension de la quatrième semaine de congé.

Avec les autres syndicats de la petite Europe...

LA politique internationale a joué un grand rôle dans ce congrès. L'impérialisme américain a été vivement dénoncé pour ses interventions au Vietnam et à Saint-Domingue. Un accueil très chaleureux a été réservé aux représentants des syndicats nord-vietnamiens et la C.G.T. a créé un timbre de solidarité pour les combattants du Sud-Vietnam.

Parallèlement, les aspects positifs de la politique sur le plan international ont été soulignés. Pour Léon Mauvais, elle refléterait les contradictions d'intérêts entre les monopoles français et les monopoles américains, alors que ces dernières n'empêchent pas la pénétration du capital américain.

Quoi qu'il en soit, on s'est félicité de la reconnaissance de la Chine populaire (dont les syndicats étaient représentés par un délégué au congrès), de la politique de neutralité de la France au Vietnam, des pourparlers franco-soviétiques. Le congrès a demandé en outre la reconnaissance de la R.D.A., mais on sait que de Gaulle n'est pas disposé à franchir le pas.

Nombreuses étaient par ailleurs les délégations étrangères présentes au congrès d'Ivry. Les syndicats de tous les pays socialistes — y compris Cuba et l'Algérie — étaient représentés mais aussi les syndicats de plusieurs pays d'Afrique noire, la centrale Sohio du Japon, la C.G.I.L. italienne et plusieurs organisations adhérentes à la C.I.S.L.

Parmi les représentants de ces dernières, Latin, secrétaire général des métallurgistes de Liège, et Skeates, secrétaire de la Fédération des Tabacs de Grande-Bretagne, se sont prononcés à la tribune du congrès pour un rapprochement avec les syndicats de la F.S.M. Il ne s'agit pas là de positions entièrement isolées, ainsi qu'en témoigne l'affiliation de la Fédération du Livre C.G.T. à la Fédération graphique internationale adhérente à la C.I.S.L., affiliation qui avait été acceptée et qui n'a été remise en cause qu'à la suite d'une intervention de Force Ouvrière.

Léon Mauvais avait d'ailleurs évoqué dans son rapport la crise de la C.I.S.L. menacée d'un retrait des syndicats américains. Pour sa part, Louis Saillant, représentant de la F.S.M., a indiqué que cette organisation avait mis à l'ordre du jour de son prochain congrès de Varsovie « la reconstitution de l'unité syndicale internationale ».

Plus significatif toutefois dans l'immédiat est le souci de la C.G.T. de nouer des contacts avec les autres syndicats des pays de la petite Europe. On a remarqué à ce sujet l'importance accordée à l'accord conclu avec la C.G.I.L. en décembre 64, l'insistance apportée par la C.G.T. à se rapprocher des syndicalistes du D.G.B. (des contacts existent actuellement au niveau de certaines fédérations d'industrie). Si le Marché commun est toujours critiqué, la nécessité de l'unité d'action entre les organisations ouvrières des six pays est davantage ressentie comme découlant de la concentration capitaliste accélérée qui s'y effectue. Quoi qu'en ait dit Seguy, il y a là une orientation assez nouvelle.

Unité d'action et unité syndicale

DANS le même ordre d'idées et avec le souci de sortir de son isolement, la C.G.T. revendique, comme la C.G.I.L., sa participation aux organismes de la Commission Economique Européenne de Bruxelles. Elle s'élève par ailleurs contre les discriminations dont elle fait l'objet pour les subventions gouvernementales concernant l'éducation syndicale, la représentation dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées et au Bureau international du Travail. Mais cette année le B.I.T. avait délégué Mme Léon Jouhaux pour venir saluer le congrès. Par ailleurs, l'ensemble de ces problèmes ne recevra-t-il pas une solution au cours de la prochaine entrevue entre de Gaulle et le bureau confédéral de la C.G.T.?

Dans ce contexte, les appels à l'unité syndicale ne pouvaient que se faire plus pressants. En fait les congressistes se montreront modérés dans leurs critiques des autres centrales. On peut seulement regretter que les dirigeants de la C.G.T. sous-estiment la portée des changements intervenus à la C.F.D.T. et qu'ils paraissent surestimer l'importance du mouvement scissionniste constitué par les militants qui prétendent rester fidèles à la C.F.T.C. traditionnelle.

Il est vrai qu'ils accordent toujours une importance privilégiée à F.O. Léon Mauvais s'était félicité du dialogue engagé avec cette centrale en janvier dernier (par l'intermédiaire de la F.E.N.). Il avait également souligné l'aspiration à l'unité qui existe chez les jeunes.

Georges Seguy devait user d'un ton plus polémique en s'en prenant aux dirigeants F.O., C.F.D.T. ou C.F.T.C. « qui acceptent d'être la courroie de transmission de la collaboration de classes ». Et Benoît Frachon crut nécessaire de dénoncer « l'anticommunisme le plus étriqué » de Descamps et de Bergeron.

Le mouvement syndical français demeure divisé idéologiquement, mais l'unité d'action a fait des progrès. Aussi le congrès confédéral de la C.G.T. a-t-il proposé la consultation, la concertation et la direction en commun du mouvement revendicatif.

Quel que soit l'accueil qui sera réservé à cette proposition, elle ne manque pas de réalisme, alors que toutes les centrales syndicales s'affirment opposées à la politique économique et sociale du Pouvoir.

Maurice Combes.